

Le Conseil de la Ligue Arabe, qui a tenu une réunion d'urgence au niveau des Ministres des Affaires Etrangères, le mardi 23 juin 2020, a réaffirmé son plein soutien à l'accord politique inter-libyen, signé entre les parties libyennes en décembre 2015 à Skhirat, au Maroc.

Ce Conseil, réuni en visioconférence, sur les derniers développements en Libye, a souligné l'importance du rôle de toutes les institutions légales émanant de cet accord politique, conformément à la décision qui a précédé le récent Sommet arabe en Tunisie, et qui a préconisé l'accord de Skhirat comme référence de base pour toute solution en Libye.

Les Ministres arabes des Affaires Etrangères ont souligné la nécessité de s'engager en faveur de l'unité nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi que de la stabilité de la Libye et du bien-être de son peuple, mettant l'accent sur l'importance majeure pour l'Etat libyen et ses institutions de retrouver leur fonction de servir le peuple libyen à l'abri de toute ingérence extérieure.

Ils ont aussi exprimé leur rejet total de toute ingérence étrangère, de quelque nature et source qu'elle soit, qui faciliterait l'afflux des combattants terroristes étrangers en Libye, mettant en garde contre la violation des résolutions internationales concernant l'embargo sur les armes, qui risquerait de menacer la sécurité des voisins libyens et de la région.

Le règlement politique entre tous les Libyens, avec leurs diverses affiliations, est la seule solution pour rétablir la sécurité et la stabilité et combattre le terrorisme, ont-ils estimé, exprimant leur "vive préoccupation" quant à l'escalade militaire extérieure qui, selon eux, ne fait qu'aggraver la crise en Libye et menace la sécurité et la stabilité de la région dans son ensemble, y compris la région méditerranéenne.

Les Ministres arabes des Affaires Etrangères ont également appelé les Nations-Unies et la communauté internationale à faire pression pour obliger toutes les parties étrangères à chasser les mercenaires de toutes les terres libyennes, à œuvrer pour unifier les institutions militaires et de sécurité en Libye dans le processus de la solution politique, et à démanteler et désarmer les groupes et milices armées conformément aux conclusions de la Conférence de Berlin.